

**Séance du Conseil général du 7 décembre 2009  
à 20 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

---

Président : M. Yann Chappatte, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel
----------

Conformément à l'art. 18 du règlement du Conseil général, le Président signale que Madame Patricia Reinhard et Monsieur François Huguenin arriveront en retard car ils se sont rendus à Delémont pour leur assermentation. Malgré leur absence, Monsieur Yann Chappatte tient à les féliciter, ainsi que Monsieur Gérard L'Hôte pour leur élection et Monsieur Cyril Jeanbourquin pour son retour au Conseil général ; toutefois, il ne peut pas encore siéger à la séance de ce soir. Le Président souhaite la bienvenue aux Conseillers communaux et aux Conseillers généraux. Il salue la presse et procède à l'appel nominatif des Conseillers généraux. 18 Conseillers généraux sont pour l'instant présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Monsieur Gabriel Bilat est absent.

6 Conseillers communaux sont présents. Monsieur Gérard L'Hôte est excusé.

La séance de ce soir a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 43 du 18 novembre 2009
- Par convocation à domicile
- Par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 12 octobre 2009
3. Communications
4. Questions orales
5. a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes  
b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2010  
c) Donner connaissance du budget des investissements 2010
6. Discuter et approuver un crédit de Fr. 110'000.00 destiné à financer l'organisation, ainsi qu'à récompenser (et mandater) le lauréat d'un concours d'architectes en vue de la construction d'une nouvelle halle sportive aux Bois, ainsi que son financement
7. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire déposée par Mme et M. Berisha Antigone, Bajram, leurs enfants Albin, Lorik et Artan, et fixer la finance d'admission
8. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire déposée par M. Gillet Romain et fixer la finance d'admission
9. Election d'un membre à la Commission de vérification des comptes
10. a) Election du Président du Conseil général  
b) Election du premier Vice-président du Conseil général  
c) Election du second Vice-président du Conseil général  
d) Election de deux scrutateurs

Monsieur le Président, Yann Chappatte, propose de nommer Monsieur Gilles Cattin en qualité de deuxième scrutateur étant donné qu'il n'y en a qu'un seul. Personne ne s'oppose à cette nomination. D'autre part il soumet une proposition de modification concernant le point 6. Le crédit demandé n'est pas de Fr. 110'000.00, mais de Fr. 75'000.00 puisque Fr. 37'000.00 avait déjà été investis pour la préparation du concours et n'ont pas été déduits.

L'ordre du jour modifié comme suit est accepté à l'unanimité :

- 1 Appel
- 2 Procès-verbal de la séance du Conseil général du 12 octobre 2009
- 3 Communications
- 4 Questions orales
- 5 a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes  
b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2010  
c) Donner connaissance du budget des investissements 2010
- 6 Discuter et approuver un crédit de Fr. 75'000.00 destiné à financer l'organisation, ainsi qu'à récompenser (et mandater) le lauréat d'un concours d'architectes en vue de la construction d'une nouvelle halle sportive aux Bois, ainsi que son financement
- 7 Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire déposée par Mme et M. Berisha Antigone, Bajram, leurs enfants Albin, Lorik et Artan, et fixer la finance d'admission
- 8 Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire déposée par M. Gillet Romain et fixer la finance d'admission
- 9 Election d'un membre à la Commission de vérification des comptes
- 10 a) Election du Président du Conseil général  
b) Election du premier Vice-président du Conseil général  
c) Election du second Vice-président du Conseil général  
d) Election de deux scrutateurs

## 2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 12 octobre 2009

Monsieur le Président, Yann Chappatte, ouvre la discussion concernant le procès-verbal précité. Aucun membre ne souhaitant s'exprimer, le point deux de l'ordre du jour est considéré comme accepté tacitement. Monsieur Yann Chappatte remercie son auteur.

## 3. Communications

### a) Conseil communal

Monsieur le Maire, Daniel Kurz, fait part des communications suivantes :

Deux crédits ont été acceptés pour la réfection de la route des Prés-Derrière et Sous-les-Craux. Le premier s'élève à Fr. 11'900.00 pour les travaux de carottage dans les fondations de la route qui seront effectués par l'entreprise Implenia et le second de Fr. 15'448.00 pour l'analyse de ces carottages et la préparation d'un projet pour la réfection de cette route.

Concernant le raccordement haut débit, malheureusement le délai a été beaucoup trop court pour faire des propositions chiffrées ce soir. Pour l'instant, nous avons sollicité trois sociétés pour nous présenter des projets chiffrés. Dès que nous aurons ces dossiers, nous vous en ferons part.

Au sujet des toilettes de la gare et aux déprédations faites dans la Commune, plusieurs personnes nous ont contactés pour que la Commune négocie avec les Chemins de fer du Jura pour la réouverture de la salle d'attente de la gare. Naturellement, à chaque courrier, nous avons soutenu et appuyé ces demandes. Malheureusement, les CJ nous ont écrit et répondent qu'ils n'ouvriront plus cette salle d'attente du temps qu'il y aura autant de déprédations dans notre Commune. Afin de trouver des solutions, nous avons demandé un entretien avec les responsables des CJ. Nous désirons discuter en commun d'éventuelles possibilités de surveillance de la salle et des toilettes publiques que nous souhaiterions laisser ouvertes (caméra ou autres solutions). Malheureusement, si à chaque acte de malveillance nous devons porter plainte, nous perdons tout simplement notre temps et notre énergie. En effet, la dernière plainte nominative déposée a été classée deux mois après, faute de preuves. Du temps que nous ne pouvons pas attraper ces délinquants sur le fait accompli, nous ne déposerons plus plainte.

Lors de notre dernier Conseil général, j'avais passé la communication que le Conseil avait accepté un crédit de Fr. 34'094.00 pour l'élaboration du plan de zones dit dangereux de Biaufond et pour la planification des travaux à faire pour sécuriser ce hameau. Nous avons transmis nos doléances au Canton pour approbation de nos démarches. Suite à cela, l'Office de l'environnement nous a convoqués à une séance pour nous tenir des propos tout à fait étranges concernant ce dossier, puisque que depuis début 2009, une nouvelle équipe ainsi qu'un nouveau logiciel ont pris place au niveau cantonal ; cela signifie tout bonnement que tout le travail que nous avons effectué jusqu'à présent pour sécuriser Biaufond peut être considéré comme nul. Le Canton va reprendre à sa charge une nouvelle étude pour définir si Biaufond est toujours en zone rouge de danger et si, financièrement, il est subtil de protéger ce hameau ou si simplement, on fait comprendre aux habitants du hameau qu'ils vivent à leurs risques et périls dans une zone dangereuse. Dans ce cas, plus rien ne sera entrepris pour leur protection. Ce crédit est donc retiré : affaire à suivre !

Concernant le dossier du plan d'aménagement local, suite à la publication de notre dossier, trois oppositions nous sont parvenues. Une première séance de conciliation est prévue pour le jeudi 10 décembre 2009.

Depuis la création du Parc naturel du Doubs, c'est notre Commune qui en est le siège social. Cela fut une exigence faite par les autorités de l'époque pour que la Commune adhère au PNRD. Vu les nouvelles dispositions et les nouvelles directives du Parc naturel, son déménagement à Saignelégier, le Conseil communal a pris la décision de retirer l'implication de notre secrétaire comme caissier de ce projet. De plus en plus de séances se déroulent durant les heures de bureau, nous ne pouvons pas tolérer ses absences prolongées et concevoir que notre apprentie se retrouve seule dans nos locaux.

25 candidatures nous sont parvenues pour le poste d'ouvrier à 50 % pour la voirie, une seule personne étant domiciliée dans notre Commune. Il s'agit de Monsieur Dieter Neyerlin que nous avons engagé puisqu'il a déjà fait ses preuves lors d'un remplacement.

#### b) Bureau du Conseil général

Monsieur le Président, Yann Chappatte, fait part des communications suivantes :

J'ai eu la chance de participer dans le cadre des autorités communales à la manifestation de jumelage à Charvensod. Nous avons été extrêmement bien accueillis et la fête a été très conviviale. J'ai été très heureux de représenter le Conseil général à Charvensod. Comme je l'ai déjà signalé à plusieurs reprises, je souhaite que ce jumelage se poursuive à travers toutes sortes de manifestations, de collaborations diverses. C'est vraiment une opportunité et ce fut un réel bonheur d'être à Charvensod.

La semaine dernière, j'ai été invité dans le cadre de ma fonction de Président du Conseil général à me rendre au dîner des aînés. Cette manifestation s'est très bien déroulée, elle a été organisée avec de nombreux bénévoles qui font depuis plusieurs années un excellent travail. Cette manifestation a été fortement appréciée. Je remercie tous les bénévoles qui ont travaillé pour cette excellente journée offerte aux aînés.

#### 4. Questions orales

Le Président, Monsieur Yann Chappatte, cède la présidence à Monsieur Jean-Maurice Jobin.

##### 1) Monsieur Yann Chappatte :

J'aimerais revenir sur un point traité par Monsieur le Maire lors des communications concernant la surprise et le ras-le-bol relatifs aux nombreux actes de délinquance qui ont eu lieu. J'ai entendu dire à maintes reprises que nous ne sommes pas les seuls et que beaucoup de communes souffrent de ces actes. Je voulais simplement savoir si, dans les nombreuses déprédations que nous avons subies ces derniers temps, la Commune a pu une fois faire aboutir une plainte et trouver des responsables. Si oui, j'aimerais savoir si ces personnes ont pu être condamnées. Manifestement, pour l'instant, il semble qu'on n'ait jamais abouti à quelque chose dans le cadre de ces actes de vandalisme.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : on a porté plainte maintes fois, même en pouvant citer des noms. Malheureusement, certaines personnes qui ont cité ces noms se sont retirées et la plainte a été laissée tombée. Comme je l'ai déjà dit, nous sommes tous là pour écouter la population, mais porter plainte contre X, ça ne sert plus à rien car deux jours après, l'affaire est classée. Nous pourrions nous organiser nous-mêmes pour faire des tournées ou autres.

Monsieur Yann Chappatte est satisfait.

La Présidence est reprise par Monsieur Yann Chappatte.

- 5. a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes
- b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2010
- c) Donner connaissance du budget des investissements 2010

##### a) Fixation de la quotité d'impôts et autres taxes

Débat d'entrée en matière.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : comme vous pouvez le constater, nous n'avons pas changé grand-chose dans les taxes et je vous propose d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Débat de fond.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : comme vous pouvez le remarquer, nous n'avons changé qu'une seule taxe, soit la taxe d'épuration des eaux, pour les raisons suivantes : actuellement, l'épuration des eaux présente un découvert de Fr. 100'000.00. Je vous rappelle que ce service doit s'autofinancer. L'année passée, l'augmentation a été refusée. Cette année, nous avons regardé, avec la mauvaise conjoncture, pour rester au minimum. En augmentant de 80 centimes cette taxe, il nous faudra 18 ans pour rembourser le

découvert inscrit au bilan, intérêts non compris. C'est pour cette raison que le Conseil communal vous propose d'accepter cette taxe de Fr. 4.40.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : concernant la taxe STEP, j'aimerais bien que lors de prochains comptes et budgets, on ait à disposition l'état des réserves des comptes qui sont censés s'autofinancer au niveau du bilan. Ça aide à prendre une décision.

Monsieur Blaise Willemin : on nous propose une taxe d'épuration qui passe de Fr. 3.60 à Fr. 4.40 le mètre cube. Le PCSI estime qu'en cette période économique difficile, il est important d'éviter toute augmentation de taxe. De plus, nous n'avons pas suffisamment de recul pour évaluer les retombées financières des raccordements du Boéchet et du Cerneux-Godat. C'est pourquoi, le groupe PCSI vous propose une augmentation de la taxe d'épuration à Fr. 4.00 le mètre cube. Pour compenser quelque peu cette augmentation, nous proposons aussi une baisse du prix de l'eau à Fr. 2.40, ce compte étant largement bénéficiaire. Nous constatons également que malgré le fait que nous ayons un réseau d'eau récent, les taxes d'eau et d'épuration sont parmi les plus élevées du Canton.

Monsieur Christophe Cerf : effectivement, il s'agit d'une grande augmentation, mais c'est un compte qui doit s'autofinancer, alors qu'aujourd'hui, nous avons un déficit de Fr. 100'000.00. A ce rythme-là, ce n'est pas un cadeau qu'on va laisser à nos successeurs. L'année passée, une augmentation a déjà été refusée. Cette taxe à Fr. 4.40 couvre juste les frais, sans créer de fonds de réserve. Je propose donc de laisser ce prix à Fr. 4.40. Si vous voulez baisser le prix de l'eau, c'est autre chose.

Monsieur Marcel Barthoulot : à l'heure actuelle, la Commune a en gros toutes ses conduites qui sont à l'état de neuf. C'est l'occasion de créer un fonds. On doit encore faire un grand creusage pour la conduite principale. Vous savez que lorsque nous aurons terminé ces travaux, nous n'aurons plus du tout de fonds de réserve. J'estime que nous devrions encore faire ce sacrifice cette année et, l'année prochaine, baissons ce prix.

Au vote, les taxes des points a à f et j à m sont acceptées par 18 voix, sans avis contraire.

Au vote, le prix de l'eau à Fr. 2.50 obtient 11 voix, contre 7 et la taxe d'épuration à Fr. 4.40 obtient 9 voix, contre 7.

#### b) Discuter et approuver le budget de fonctionnement 2010

Débat d'entrée en matière.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : le compte de fonctionnement présente des charges pour Fr. 4'843'050.00 et des produits pour Fr. 4'689'830.00 d'où un excédent de charges de Fr. 153'220.00. Je vous propose d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Débat de fond.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : je vous propose de prendre les chapitres les uns après les autres. Chaque fois qu'il y a une modification par rapport à l'année précédente, je vous donnerai une explication.

#### CHAPITRE 1 / ADMINISTRATION GENERALE

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : vous voyez que les salaires des employées communales ont diminué. Cela se justifie par le fait qu'elles ont réduit leur temps de travail suite à l'engagement de notre apprentie. Dans les charges sociales, les allocations familiales sont plus importantes car les employées de la crèche viennent en supplément. Dans les frais administratifs, nous avons une augmentation de Fr. 3'000.00 pour les machines de bureau.

Cela représente l'acquisition de nouvelles machines pour le recensement 2010 ; c'est une demande qui émane du Canton.

#### 130.318.08/Taxes sur cartes d'identité

Monsieur Marcel Barthoulot : est-ce que le Canton prend tout pour lui seul et la Commune n'aura plus rien alors que c'est à elle de faire le travail ?

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : c'est vrai que c'est le Canton qui va reprendre les cartes d'identité et il faudra descendre à Delémont pour faire une carte d'identité, à partir de début mars en principe. Il y a cependant encore des questions en suspens quant à la date de mise en œuvre puisque la Confédération a donné un délai de deux ans pour se mettre en ordre.

### CHAPITRE 2 / TRAVAUX PUBLICS

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : le traitement du personnel correspond à l'engagement du nouvel employé. Nous avons prévu de refaire le toit de notre hangar du Bas du Village pour Fr. 26'900.00. A l'aménagement du territoire, il n'y a plus rien pour le Syndicat d'amélioration foncière car le remaniement parcellaire du Noirmont est terminé.

### CHAPITRE 3 / AFFAIRES JURIDIQUES, POLICE, MILITAIRES

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : concernant l'office de protection civile, la contribution à l'Office régional nous est imposée par le Canton qui va gérer toute la protection civile.

### CHAPITRE 5 / INSTRUCTION, FORMATION ET CULTURE

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : pour le compte 5101.318.01, ce sont des transports scolaires à notre charge pour des personnes qui sont trop éloignées du lieu de chargement des élèves par le bus. D'autre part, la contribution pour le Bibliobus a un peu augmenté car le Conseil communal a accepté une augmentation du temps de stationnement aux Bois. De plus, nous avons prévu Fr. 1'000.00 pour les contributions et frais relatifs au jumelage avec la Commune de Charvensod.

#### 5100.310.00/Matériel scolaire

Monsieur Marcel Barthoulot : ce poste passe de Fr. 24'600.00 à Fr. 31'650.00. Qu'y a-t-il comme achat spécial prévu ?

Monsieur Claude Gagnebin : c'est le budget qui nous a été remis par la Commission d'école. Il y a effectivement un peu plus d'élèves qui entrent en considération pour l'achat du matériel et du nouveau matériel didactique qui va être acquis.

### CHAPITRE 6 / AIDE SOCIALE ET SANTE PUBLIQUE

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : je n'ai pas de remarque concernant ce chapitre puisque nous n'avons pas de compétence à ce sujet.

### CHAPITRE 8 / FINANCES

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : la subvention au Centre de loisirs a été augmentée de Fr. 3'000.00 qui correspondent à la part communale relative au projet Saturne 3. Il avait été décidé que les communes participeraient à hauteur de Fr. 10.00 par habitant ; cette somme sera répartie sur 4 ans.

### CHAPITRE 9 / IMPOSITIONS

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : les impôts des frontaliers ont été largement revus à la baisse étant donné la mauvaise conjoncture. Pour les autres impôts, on touchera Fr. 281'530.00 du fonds de compensation financière.

Monsieur Pierre Stauffer : j'aimerais savoir ce que représente pour la commune un dixième de quotité sur les impôts. Pour les frontaliers, on passe de Fr. 190'000.00 à Fr. 120'000.00 ; j'aimerais savoir comment ce chiffre a été apprécié, est-ce par rapport à des données du Canton ?

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : premièrement, on a vu la mise au chômage de nombreux frontaliers dans notre Commune et deuxièmement, c'est aussi un pot commun cantonal.

Monsieur Claude Gagnebin : pour déterminer combien fait un dixième de quotité, on additionne les impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, ce qui représente pour nous environ Fr. 2'100'000.00. On divise cette somme par 2.15, divisé par 10 et on obtient ainsi le prix d'un dixième.

Monsieur Pierre Stauffer : cela représente combien ?

Monsieur Claude Gagnebin : environ Fr. 100'000.00. En ce qui concerne les frontaliers, il y a une répartition qui se fait sur la base des années précédentes, en l'occurrence pour l'année 2010 ça sera sur la base de l'année 2009. Il faut cependant bien tenir compte du fait qu'avec le fameux coup de frein qu'on a subi, cette répartition se fait sur deux tableaux : premièrement sur le nombre de frontaliers qui travaille dans les entreprises de la commune et deuxièmement sur la masse salariale qui est répartie. Le chiffre figurant dans le budget provient d'une estimation. Le Bureau des personnes morales nous a dit de diminuer le montant de l'année précédente de 10 à 15 % ; j'ai mis un petit peu moins car je pense que leur pronostic est un peu trop optimiste. Si on regarde la bataille qu'on avait l'année passée pour obtenir une place de parc au village et les parkings déserts actuellement, je pense que la situation pour notre commune sera assez rude et j'espère tout de même pouvoir arriver à ces Fr. 120'000.00.

## CHAPITRE 10 / SERVICES COMMUNAUX

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : le Service des ordures doit s'autofinancer, on fait un prélèvement de Fr. 550.00 sur le fonds des ordures. Concernant les inhumations, Fr. 3'000.00 sont mis au budget pour l'entretien du cimetière ; il s'agit de l'achat d'un logiciel pour essayer de mettre de l'ordre au cimetière. Cet achat sera réparti sur deux ans. Pour le Service du feu, notre budget a été établi avant que la loi passe devant le Parlement. Il est donc toujours déficitaire au niveau communal. Logiquement, étant donné qu'il n'y a pas eu de référendum, le compte du Service du feu ne présentera pas d'excédent de charges. Au sujet de la STEP, avec l'augmentation acceptée ce soir, on attribue Fr. 5'750.00 au fonds de réserve comme remboursement à la Commune.

Monsieur Daniel Hubleur : j'ai vu dans le rapport du Conseil communal qu'on prévoit l'aménagement d'un trou perdu pour l'évacuation des eaux de pluie au Bas du village. Je comprends tout à fait cet investissement, mais je ne comprends pas pourquoi il est mis dans le cadre de la STEP. J'estime que ce montant devrait figurer dans le chapitre 2 des Travaux publics. Sinon, on risque chaque année d'avoir des travaux de changement de grilles ou autres dans le compte STEP, alors que je pense que ça ne touche pas directement la STEP. Je propose donc de déplacer ce montant dans le chapitre 2.

Monsieur Christophe Cerf : sur ce point là, Monsieur Hubleur a tout à fait raison, on en avait discuté au Conseil communal et je pense que c'est de l'eau de pluie et que ce montant devrait être déplacé.

Au vote, le report de la somme de Fr. 10'000.00 du poste 1400.314.02 «entretien canalisations» au poste 200.314.01 «entretien du réseau par entrepreneurs» est accepté par 18 voix, sans avis contraire.

Monsieur le Président, Yann Chappatte : ce changement implique une augmentation du déficit communal de Fr. 10'000.00 dans les comptes de fonctionnement, puisque cette correction, pour la STEP, engendre une modification de l'attribution au fonds de réserve de la STEP qui passe donc de Fr. 5'750.00 à Fr. 15'750.00.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : j'aimerais savoir combien de litres d'eau on épure par année.

Monsieur Claude Gagnebin : environ 50'000 mètres cubes.

## CHAPITRE 18 / FORETS

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : on ne fait plus de cours pour les apprentis dans la Commune des Bois depuis qu'il y a le Triage forestier Franches-Montagnes Ouest. On coupe donc la quantité prévue par le Canton de 300 mètres cubes.

Monsieur le Président, Yann Chappatte : je rappelle qu'il n'y a eu qu'un seul changement qui a eu un impact sur le résultat du budget qui engendre un total de charges de Fr. 4'853'050.00 et qui porte l'excédent de charges à Fr. 163'220.00. Les personnes qui désirent revenir sur un point du budget peuvent le faire.

Monsieur Jacky Epitiaux : j'aimerais connaître la position de la Commission financière concernant les dépenses en général et plus particulièrement au sujet du matériel scolaire où on voit une augmentation de 30 % pour laquelle personne ne se pose de question, concernant l'aide sociale et la santé publique avec une augmentation de 50 % de charges pour laquelle personne ne se pose de question et concernant le logiciel pour gérer les morts à Fr. 2'000.00 : je ne sais pas ce que fait ce logiciel, mais c'est assez exceptionnel ! Personne ne se pose également de question au sujet d'un autre logiciel ou des machines de bureau que le Canton nous impose à Fr. 3'000.00. Personne ne remet en question ce genre de dépenses ; moi, j'aimerais connaître l'opinion de la Commission financière.

Monsieur Robert Claude : les membres de la Commission financière se sont réunis deux ou trois fois pour analyser le budget. On a posé énormément de questions auxquelles le Secrétaire a toujours répondu. Concernant les questions de Monsieur Epitiaux, je ne les ai pas toutes retenues.

Monsieur Jacky Epitiaux : il s'agit d'augmentations substantielles, par exemple pour le matériel scolaire de 30 % pour laquelle on a une explication, mais on ne pose pas la question de savoir pourquoi il n'y a pas de justification. C'est une demande de l'école, mais est-ce qu'on pose la question de savoir pourquoi ?

Monsieur Thierry Bilat : il y a une explication, c'est le nombre d'élèves qui est plus élevé.

Monsieur Robert Claude : cela nous a également paru élevé, mais nous n'avons pas approfondi le sujet. On nous a dit qu'il y avait un barème par élève qu'on devait multiplier par le nombre d'élèves, je n'ai plus les chiffres sous la main. Le Canton nous impose des chiffres et nous sommes obligés de subir. Concernant le cimetière, c'est vrai que ça fait un peu rigoler, mais il paraît qu'il y a eu un problème avec une personne qui cherchait une tombe qui n'était plus là, on ne savait pas ce qui s'était passé. On nous a montré les plans du cimetière, c'est vrai que c'est très compliqué. Je reconnais que c'est un peu une dépense «inutile», mais il semblerait qu'avec ce logiciel informatique, on arriverait à retrouver plus facilement les emplacements. Si on prend le montant de Fr. 3'000.00 sur deux ans, ce n'est pas cela qui mettra la Commune dans une mauvaise position.



Monsieur Jacky Epitau : pour l'aide sociale et la santé publique, ça passe de Fr. 15'000.00 de charges à Fr. 23'000.00, 50 % de plus, personne ne se pose de question.

Monsieur Robert Claude : on nous a toujours dit qu'on ne pouvait pas intervenir au sujet de ce compte. C'est de l'argent qu'on doit sortir et qui rentre plus tard.

Monsieur Claude Gagnebin : effectivement, en ce qui concerne l'aide sociale, les postes 600, 601 et 602 sont des postes d'assistance pour lesquels la Commune n'a strictement plus de compétence en la matière. Le Service social des Franches-Montagnes, lorsqu'une personne est dans la gêne, établit un budget et la compétence du Conseil communal se limite au préavis qu'il doit donner par rapport à la demande d'assistance. Pour chaque demande, le Conseil communal donne un préavis qui peut être en fonction du loyer que la personne paie, c'est à peu près la seule compétence que nous avons. Le Canton décide de la prestation qui est ensuite mise en compte à la répartition des charges. Cela signifie que même si ces montants doublent, triplent ou quadruplent, nous n'aurons pas de perte puisque ces montants seront remboursés par le Canton l'année suivante. Concernant les budgets informatiques, dans le cadre du recensement fédéral de 2010, il y a tout un programme qui se met en place au niveau de la Confédération ; ces frais seront assumés par la Confédération. Le Canton a profité de créer une plateforme de traitement appelée Cedex dans laquelle le Canton va pomper toutes nos informations du Contrôle des habitants. Cela exige que les données du Contrôle des habitants aient un certain format au niveau des données qui seront fournies par les communes. Il y aura un échange d'informations quasiment immédiat. A ce niveau-là, les communes n'ont reçu aucune information, la seule chose qu'on sait c'est que ces frais devront être supportés par les communes. Je suis d'accord avec l'interrogation de Monsieur Epitau à ce sujet, je l'ai déjà signalé à plusieurs reprises, au niveau du Canton, on nous dit voilà, c'est comme ça. Je crois même qu'au niveau de l'association des maires, ils en ont parlé.

Madame Marianne Guillaume : je voudrais juste revenir sur le logiciel du cimetière. Je me suis occupée du cimetière pendant de nombreuses années et il faut reconnaître que le système actuel est archaïque par rapport aux tombes, aux concessions. Il faut vraiment un logiciel informatique, ce n'est plus possible de travailler comme ça. Le cimetière est toujours un endroit qu'on laisse de côté concernant les dépenses communales, c'est quand même important d'investir de temps en temps un peu d'argent dans ce domaine.

Monsieur Pierre Stauffer : concernant l'enlèvement des ordures, j'ai appris que le ramassage des ordures allait être remis en question en introduisant des silos, des molocks ou autres. Est-ce que ces investissements sont considérés ? Aura-t-on ce système aux Bois et est-ce que cela n'engendrera pas des frais supplémentaires ?

Monsieur Christophe Cerf : c'est vrai que Vadec va équiper ses camions uniquement pour lever des molocks et les 800 litres. Cela signifie qu'ils ne pourront plus soulever nos containers. Nous commençons d'étudier la possibilité d'introduire ces molocks aux Bois. On verra ce que cela va coûter pour la Commune. On étudiera plusieurs variantes et on reviendra devant le Conseil général pour présenter des chiffres. Si on ne fait rien, on n'aura plus que des 800 litres, c'est-à-dire les petits containers carrés.

Au vote, le point 5 b avec un excédent de charges de Fr. 163'220.00 est accepté par 18 voix, sans avis contraire.

#### c) Donner connaissance du budget des investissements 2010

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : il y a très peu de chiffres car nous avons dû retirer certaines choses. Par exemple, la réfection de la route des Prés-Derrière n'a pas pu être chiffrée.

Aucun Conseiller général ne souhaite s'exprimer à ce sujet.

6. Discuter et approuver un crédit de Fr. 75'000.00 destiné à financer l'organisation, ainsi qu'à récompenser (et mandater) le lauréat d'un concours d'architectes en vue de la construction d'une nouvelle halle sportive aux Bois, ainsi que son financement

Monsieur le Président, Yann Chappatte : une partie des membres de la Commission de la halle sont présents afin d'apporter d'éventuels compléments et de répondre aux questions.

Débat d'entrée en matière.

Madame Nancy Braendle : après bien des années de débats et après l'achat du terrain par la Commune, la Commission de la halle semble à un tournant de ses travaux ; c'est pourquoi, elle se présente ce soir pour vous demander de ratifier l'octroi d'un crédit de Fr. 75'000.00 pour organiser et récompenser le concours d'architectes en vue de la construction d'une halle poly-sports. Je vous propose donc d'accepter l'entrée en matière.

Madame Marianne Guillaume : le groupe PDC refuse l'entrée en matière. Lors du Conseil général du 12 octobre 2009, la présentation d'un rapport concernant la halle n'était pas disponible et ce point a été supprimé. A ce jour, nous n'avons pas connaissance dudit rapport et ce soir, nous trouvons que la demande de crédit qui passe de Fr. 110'000.00 à Fr. 75'000.00 n'est pas suffisamment étayée, argumentée. Le 2 juillet 2007, un crédit de Fr. 37'200.00 a été accepté et aucune information ou rapport n'a été soumis au Conseil général concernant cette dépense, nous avons vérifié les procès-verbaux. En décembre 2006, le Conseil général a approuvé la variante d'un avant-projet pour une nouvelle halle sportive et pour l'étude de la reprise de l'ancienne halle par une fondation. La Commission devait revenir, selon le procès-verbal, devant le Conseil général avec des statuts et des propositions concernant l'ancienne halle. Est-ce que ce projet de fondation est toujours d'actualité ? Nous n'avons pas de réponse. La demande de crédit de ce jour est une demande pour mise au concours du projet de la nouvelle halle, mais nous n'avons pas d'information quant à l'ancien bâtiment. C'est pour ces différentes raisons que le PDC refuse l'entrée en matière.

Monsieur Blaise Willemin : le PCSI va tout à fait dans le même sens. Nous proposons de refuser l'entrée en matière. Nous ne sommes pas contre une nouvelle halle, surtout pas, mais selon ce point de l'ordre du jour, on nous propose une halle sportive. On ne sait pas ce qu'on fait de l'ancienne halle. Si on prend les anciens procès-verbaux du Conseil général lorsqu'on a décidé l'achat du terrain, il est stipulé ceci : «le groupe PCSI recommande d'accepter cette acquisition car il juge qu'il est important de faire avancer le projet. Toutefois, le PCSI désire que la Commission organise rapidement une séance d'information publique pour qu'elle puisse juger l'avis de la population, qu'elle ne fasse pas fausse route et qu'on rencontre un échec devant le peuple.». La Conseillère communale répondait : «Avant le futur concours d'architectes, il y aura une séance d'informations afin que la communauté soit vraiment concernée, sinon c'est aller un peu vite en besogne. La Commission a demandé un cahier précis des choses que nous voulons ou non. Dès que nous aurons ce document, nous organiserons une séance d'informations.». A ce jour, il n'y a toujours rien eu. Le groupe PCSI propose donc également de refuser l'entrée en matière.

Monsieur Jacky Epitau : en fonction du procès-verbal du 18 décembre 2006, il y avait eu un vote du Conseil général sur trois propositions. La proposition de la Commission de la halle remportait 11 voix, la proposition du PCSI 8 voix et celle de Monsieur Yann Chappatte 2 voix. La proposition de la Commission de la halle acceptée était retenue, selon le procès-verbal, de façon définitive et était la suivante : «Donation de la halle actuelle pour le prix symbolique de Fr. 1.00 à une future fondation constituée des diverses sociétés locales, entreprises, personnes physiques ou morales et se libérer de toutes les charges financières qui incombent à cette salle. Construction d'une halle uniquement sportive, si possible d'après un modèle de halle déjà construite.». Ayant donc donné mandat à cette Commission de présenter un projet à notre Conseil, je pense que par respect pour toute cette équipe qui a fourni un travail conséquent, je vous suggère d'accepter quand même l'entrée en matière.

Monsieur Pierre Stauffer : personnellement, je désire aussi m'exprimer. J'aimerais rappeler ce qui a été demandé par le Conseil général à la Commission de la halle : étudier la construction d'une halle de sport et non polyvalente pour les besoins scolaires, besoins locaux et rester, je crois, dans des dimensions propres à la collectivité de notre village. De penser la rénovation de notre halle existante par l'intermédiaire d'une fondation. Cette solution, à mon avis, peut se réaliser sous la forme d'une fondation ou sous le couvert, peut-être, de la Commune des Bois par une rénovation douce lorsque la halle de sport sera construite. Cette solution me paraît plus réaliste. Nous parlons de rénovation ou construction de halle depuis l'an 2000, c'est-à-dire bientôt 10 ans. C'était suite à une demande de l'Union des sociétés locales qu'une Commission avait été mise en place. Si aujourd'hui, nous refusons l'entrée en matière de ce point 6 de l'ordre du jour, nous risquons d'échapper au subventionnement du Canton du Jura dans le cadre de la planification financière 2011-2015. Donc, nous serons peut-être recalés pour 2016-2019. Ce soir, nous devons prendre nos responsabilités et accepter l'entrée en matière pour que la Commission puisse s'exprimer sur le détail qu'elle tient à présenter, passer au débat de fond et y ajouter quelques détails, quelques compléments à cette étude et accepter ce crédit d'étude. Merci à chacun de m'avoir écouté.

Au vote, l'entrée en matière est acceptée par 10 voix contre 7.

Débat de fond.

Madame Nancy Braendle : pour la suite des débats, je donne la parole au Président de la Commission de la halle, Monsieur Joris Wohlhauser qui travaille sur ce dossier depuis plus longtemps que moi.

Monsieur Joris Wohlhauser : il s'avère que nous avons cherché une solution pour l'ancienne halle. A de nombreuses reprises, nous avons eu des contacts et il s'avère qu'il y a un point crucial dans toutes les discussions, il s'agit du fait de savoir où en est le projet de nouvelle halle. Le même débat dure depuis 9 ans, les questions sont toujours en suspens. Il s'avère que si le dossier de nouvelle halle n'avance pas, celui de l'ancienne n'avance pas non plus et vice-versa. En fait, on tourne en rond. Je peux comprendre les gens qui sont intéressés à faire quelque chose de l'ancienne halle, ils aimeraient avoir une idée, un délai, savoir qu'un autre projet avance de manière à pouvoir dire qu'on peut commencer à travailler. Mais ils ne veulent pas travailler dans le vide. Ce problème est venu systématiquement en avant. Le deuxième point, c'est que le 2 juillet 2007, une étude pour la préparation d'un concours a été acceptée pour la somme de Fr. 37'200.00 qui avait été demandée par la Commission. Cette somme avait été demandée et non pas la totalité afin

de pouvoir bifurquer s'il s'avérait qu'une solution n'était pas viable par rapport à l'ancienne halle. On s'est vite rendu compte que si on veut trouver une solution viable, on est obligé d'avancer dans le projet de nouvelle halle. La clause du besoin est clairement définie. Monsieur Stauffer a aussi bien décrit la situation. Sur le fait, il y avait un débat qui avait eu lieu au niveau de la mise au concours ou de l'offre sur appel. Il n'y a pas de solution meilleure à 100 %. Il y a de toute façon un compromis qui doit être fait. Une décision doit être prise. On a pensé que le concours sur invitation était la solution la plus adaptée, on avait déjà discuté de cela au mois de juillet.

Monsieur Blaise Willemin : si on revient un petit peu en arrière, le Conseil général avait déjà accepté un crédit pour un concours et un référendum avait abouti. Il y avait eu votation devant le peuple. Cet objet avait été refusé. Que fait-on maintenant ? On refait exactement la même chose en changeant le montant. Si on accepte cet objet ce soir, il y aura à nouveau certainement un référendum et cela sera refusé devant le peuple. On n'aura pas avancé, on aura perdu du temps et on ne saura toujours pas où on va. Maintenant, par rapport à l'ancien bâtiment, on a parlé d'une fondation, mais ce projet de fondation est tombé à l'eau. On ne sait donc pas ce qu'on fait de cette ancienne halle : on la démolit, combien ça coûte, on la rénove, combien coûtera l'entretien ? On ne sait rien. J'aimerais rendre tout le monde attentif au fait que c'est une décision importante, qu'il faut prendre ses responsabilités, mais le risque en acceptant ce concours, c'est de partir vers une halle sportive et après on verra ce qu'on fait de l'ancienne halle. On aura peut-être des projets de rénovation qui vont coûter un certain prix. Suivant les finances communales, on va décider de ne pas partir dans une rénovation et démolir ce bâtiment. Que se passera-t-il ? Il y aura une halle sportive et c'est tout. Plus de vie culturelle au village : plus de théâtre, plus de loto, plus de soirée de gymnastique, plus de petit Nouvel-An, plus rien, parce qu'on n'aura plus qu'une halle sportive. C'est un grand risque de partir avec une halle sportive. Le PCSI estime qu'il faudrait plusieurs solutions avec un budget, ce que ça coûte à l'entretien et après on prend une décision pour savoir vers quel projet on s'oriente. Par la suite, on lance le concours. Mais là, on veut aller trop vite, à mon avis.

Monsieur Alain Chappatte : les questions posées par Monsieur Blaise Willemin, à savoir obtenir des choses chiffrées, avaient déjà été demandées lors d'une précédente séance du Conseil général. Si on veut des chiffres corrects, il faut faire une étude et ça coûtera. A mon avis, ce n'est pas ce que veulent les gens. Monsieur Willemin dit également qu'il n'y aura malheureusement plus de théâtre, de soirée de gymnastique. Je suis Président de la Société de gymnastique depuis 2006, c'est un constat, cette année, il y a eu 9 locations de la halle actuelle. Si on reste à se poser la question de savoir quoi faire, on ne va jamais avancer parce que chacun voudra donner une autre affectation, voudra faire autre chose. Personnellement, je suis depuis le départ dans cette Commission, il y a eu des gens qui ont fait un référendum, je ne vais pas revenir sur le fond parce que je partirais dans l'émotionnel et ce n'est pas le but ce soir. A un moment donné, il faut que le Conseil général prenne des dispositions, qu'il vote la version qu'il souhaite et après on l'étudiera. Mais on ne mandate pas une Commission en lui demandant ce qu'elle a à proposer, à un moment donné, il faut savoir ce qu'on veut. C'est aussi à vous de nous dire ce que vous voulez puisque vous représentez le peuple, les citoyens des Bois. A un moment donné, il faut prendre ses responsabilités ; nous, nous proposons une chose. On dit qu'il y a eu une votation, on sait combien de personnes ont accepté et pourquoi elles ont voté oui. Les autres, on ne sait pas aujourd'hui pourquoi elles ont dit non. Personne ne peut le dire, ce ne sont pas des faits. J'aimerais juste redire que si vous êtes contre ceci, proposez-nous autre chose, c'est tout.

Madame Josiane Moser : en temps que membre de la Commission de la halle, j'aimerais ajouter un petit complément. On a l'impression qu'on est resté sans rien faire. On a fait un projet d'assainissement qui est disponible au bureau communal où on a vraiment tout contrôlé dans cette ancienne halle. Elle n'est pas complètement à démolir, mais il y a des choses urgentes à faire. Il s'est avéré qu'on ne pourra pas continuer à faire du sport au niveau scolaire durant des années dans ce bâtiment. Peut-être qu'un jour, on nous dira : voilà, vous avez tant de temps pour remédier à ça. Il ne faut pas oublier ce problème. Du moment qu'on ne pouvait plus avancer parce qu'on n'avait pas de terrain pour la nouvelle halle, on s'est vraiment penché plusieurs fois sur une éventuelle fondation. Mais trouver des gens motivés et leur dire que ça sera peut-être en 2015, ils perdent leur motivation à aligner peut-être un million de francs. La culture, quand ça sera devant le fait, les gens vont foncer. Il y aura plein de projets, car on aura des buts. Maintenant, on travaille sans but. On a eu une compagnie théâtrale et lorsqu'on a dit qu'on ne savait pas pour quand ça serait, ils ont plié bagages et sont allés voir ailleurs. Pour le moment, une fondation c'est utopique vu qu'on ne sait pas quand on commencera et ce qu'on fera. On a beaucoup parlé, avec les sociétés locales, on s'est beaucoup investi là-dedans, mais il n'y a pas de solution miracle qu'on peut sortir d'un chapeau. C'est vrai qu'on est ouvert à tout nouveau projet s'il faut changer de projet. Les projets sont faits pour être modifiés jusqu'à ce qu'ils soient exécutés, après c'est un peu tard.

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : dans le cadre des propositions de modification du projet, je fais une proposition. Quel que soit le statut de l'ancienne halle dans le futur (fondation, bâtiment communal), toute économie sur les deux bâtiments sera la bienvenue. Je fais donc la proposition ferme de rajouter au texte soumis au vote ce qui suit : «En outre, les projets soumis au jury devront combiner au mieux les installations de production d'énergie, sanitaires et de cuisines des deux bâtiments afin de limiter au maximum les coûts de construction et les frais d'exploitation.».

Monsieur Jacky Epitoux : un des leitmotivs des opposants au projet de la dernière fois, c'était les implications qu'il y avait sur la quotité d'impôts. Si on veut être conscient réellement des implications que ça peut avoir, il faut déjà connaître le coût. Aujourd'hui, on est quand même dans une situation où les taux d'emprunts sont nettement moins élevés qu'à l'époque. Pour connaître absolument la résultante d'un projet et éventuellement d'un deuxième projet d'affectation de l'ancienne halle en une salle de spectacle avec ce que propose Monsieur Jeanbourquin avec des locaux communs qui permettraient aussi de louer beaucoup plus souvent la halle de sport et la halle de spectacle, si on ne passe pas par une solution de demande d'offres qu'on propose aujourd'hui à travers un concours, tous ces coûts ne pourront pas être estimés. Ensuite, à la connaissance de ces coûts, le Conseil général pourra toujours refuser lorsqu'on aura la résultante sur les comptes de fonctionnement. A ce moment-là, on pourra faire des minis business-plans sur l'ancien bâtiment et le nouveau bâtiment. Aujourd'hui, on est presque tous d'accord au niveau de la Commune pour dire que cette halle est désuète et qu'il faut faire quelque chose. Je pense qu'il faut une fois faire une fuite en avant, profiter de ces taux bon marché dans les emprunts et essayer d'avancer dans ce projet en faisant confiance à la Commission ou à d'autres membres qui pourraient se joindre à eux, qui ont d'autres opinions.

Madame Marianne Guillaume : c'est une demande de crédit par rapport à la nouvelle halle sportive. Ne peut-on pas inclure également une étude plus globale avec l'ancien bâtiment. Il y avait un document qui n'a pas été présenté et on ne connaît pas les montants. En gros, cela se chiffre à combien pour l'ancienne halle ? Je trouve que cette demande de crédit est trop restrictive par rapport à l'énoncé de cette décision et c'est gênant.

Madame Nancy Braendle : cette demande de Fr. 75'000.00 pour ce concours d'architectes ne concerne que la nouvelle halle. L'idée de départ c'était que l'ancienne halle soit donnée pour Fr. 1.00 symbolique à une fondation, une association ou une société. Ici, la Commune ne veut un investissement que sur la nouvelle halle. Bien sûr que si on pouvait avoir un chauffage et des sanitaires en commun, ça serait une économie ; c'est une demande répétée et ça serait, à mon avis personnel, beaucoup plus intelligent.

Monsieur Germain Jobin : personnellement, ça me paraît vraiment important d'informer la population. D'après le rapport, on sait à peu près qu'une rénovation sommaire de l'ancienne halle coûterait dans les Fr. 600'000.00, qu'une nouvelle halle coûterait entre Fr. 3'500'000.00 et Fr. 4'000'000.00. Il me semble qu'on devrait déjà informer la population avant de prendre une décision pour un montant tout de même important pour ne pas faire comme l'autre fois.

Monsieur Joris Wohlhauser : par rapport à l'information vis-à-vis de la population, on est un peu emprunté pour la faire, parce que tout ce qu'on voit dans les séances du Conseil communal, de la Commission et du Conseil général, c'est le problème des prix «à l'œil» qui ne sont jamais vraiment convaincants. De toute façon ça a déjà été dit, si on veut savoir combien ça coûte, il faut payer : c'est comme au poker, si on veut savoir, il faut payer ! Maintenant, reste à savoir si on veut investir et avoir une vue d'ensemble de toutes les variantes, mais ça va coûter cher. Ce que la Commission demande, c'est un projet précis, que vous vous mettiez d'accord sur ce qui doit être fait précisément et clairement, parce que sinon, on tourne en rond. Dans le passé, il y a quand même eu des demandes qui ont été faites à la Commission ; certaines phrases étaient compréhensibles, d'autres moins : elles étaient tellement vagues qu'on pouvait partir dans n'importe quelle direction. Là, on fait une demande claire, on sait où on va, sinon demandez-nous de travailler sur un projet de façon claire et précise afin qu'on arrête de tourner en rond. On ne peut pas avancer avec des chiffres estimés «à l'œil», on l'a vu avec le problème de l'ancienne halle. On nous avait dit que ce bâtiment était à raser, d'autres on dit dans l'autre extrême qu'elle était neuve. Une étude a été réalisée, elle a coûté de l'argent, je vous ai donné connaissance d'une partie de ce rapport exécuté pour l'enveloppe extérieure, mais pas pour une réaffectation de la halle, que les choses soient bien claires. Il en ressort que cette halle n'est pas en si mauvais état que cela, la seule entrée d'eau était faite par capillarité. Le gros problème de ce bâtiment, c'est l'isolation et sa consommation très gourmande en mazout. C'est clair que ça ne sera pas gratuit, mais ça ne va non plus pas coûter des millions de francs. Maintenant, si on veut savoir ce que va exactement coûter une réaffectation de la salle pour en faire une salle de spectacle, il faudra de toute façon demander une étude et ça coûtera quelque chose. Maintenant, il y a un choix à faire : soit on y va comme cela sans demander d'offre, soit on part sur une nouvelle halle en faisant un mini «business-plan» pour l'ancien bâtiment pour avoir des chiffres concrets. Quand on aura ces chiffres, on pourra informer clairement les gens, expliquer les idées qu'on a.

Monsieur Gilles Cattin : par rapport à l'intitulé de l'ordre du jour de la présente séance, on parle d'une nouvelle halle, on ne parle pas de l'ancienne. Dans le débat, on parle beaucoup de l'ancienne. Ici, on nous demande Fr. 75'000.00, ce qui fera un total de Fr. 110'000.00 puisqu'il y a déjà eu environ Fr. 35'000.00 demandés. Effectivement, on est tous d'accord sur le point qu'il faudra quelque chose de nouveau aux Bois. On ne se pose pas la question de savoir ce qu'on va faire de l'ancien bâtiment : ce n'est pas dans l'ordre du jour. Si on accepte ce qui est proposé ce soir, vous vous occupez de construire une nouvelle halle et on donnera l'ancienne pour Fr. 1.00 et c'est la Commune qui va payer le reste.

Monsieur Joris Wohlhauser : Monsieur Cattin vient exactement de résumer le débat qu'il y a depuis le début. Chaque fois qu'on parle de la nouvelle halle, c'est systématiquement l'ancienne qui revient sur le tapis. Dès qu'on dit qu'on va la donner pour Fr. 1.00 symbolique, des gens disent qu'il n'y aura plus d'activités culturelles et lorsqu'on dit qu'on veut la garder, on répond que la Commune ne veut pas avoir deux bâtiments à charge. De nouveau, on n'a pas de chiffre pour faire une évaluation et prendre une décision par rapport à cet ancien bâtiment et, une fois de plus, c'est cette ancienne halle qui revient dans la discussion.

Madame Eveline Hoffmeyer : j'aimerais m'exprimer au nom de la Commission de la halle. Jusqu'à présent, on n'a pas pu mettre sur pied une fondation parce qu'on devait avoir une situation plus claire. Il y a deux solutions pour que les besoins de la Commune soient comblés et que tout le monde soit content. La première solution : on fait une halle sportive avec une salle polyvalente où les sociétés ne s'enchevêtrent pas et où chacun peut participer à ses activités ce qui permet de pouvoir louer deux salles. Si, comme on l'a dit auparavant, on scinde le chauffage et les sanitaires pour baisser le coût de rénovation et de construction, on va aussi baisser le coût de la gestion de ces bâtiments. En fait, c'est la solution qui a été demandée à la Commission. Le problème, c'est qu'on exige une fondation et, pour le moment, ce n'est pas possible. La deuxième solution pour que tout le monde soit content dans la Commune, c'est une halle polyvalente. Si on fait une halle polyvalente, tout le monde sera content et les sociétés auront aussi leur part, la vie associative aussi. Maintenant, il faut prendre une décision. La décision avait été prise de faire une halle sportive avec une salle polyvalente à côté. La Commission a travaillé dans ce sens-là et nous vous proposons donc d'accepter ce crédit. Maintenant, si cela ne vous convient pas, ça nous est égal. Pour nous, ce qui compte, c'est que quelque chose se fasse le plus vite possible. Soit vous décidez ce soir de nous octroyer ce crédit et on fonce sur une halle sportive en faisant des structures communes au maximum, soit vous n'êtes pas d'accord, vous le dites clairement et vous nous donnez un autre mandat pour une halle polyvalente. Mais maintenant, il faut absolument prendre cette décision. Quelle que soit la décision prise ce soir, on pourra foncer et construire quelque chose. Sinon, ça va reporter le projet indéfiniment.

Monsieur Jacky Epitoux : j'aimerais un peu contredire les propos de Madame Hoffmeyer. Au mois de décembre 2006, on a accepté la proposition de la Commission, ce qui signifie qu'on a accepté la donation de la halle actuelle pour le prix symbolique de Fr. 1.00 à une future fondation constituée des diverses sociétés locales, entreprises, personnes physiques ou morales et se libérer de toutes les charges financières qui incombent à cette salle, la construction d'une halle uniquement sportive si possible d'après un modèle de halle déjà construite. C'est ce qu'on a voté. La Commission s'est penchée sur un projet. Personnellement, avec un petit groupe, on s'est réuni une fois pour échafauder les projets d'une fondation, d'une structure qui pourrait se charger de l'exploitation de l'ancienne halle. On n'avait pas assez de données dans les mains pour savoir ce que pouvait nous coûter cette infrastructure, si la Commune était participante dans cette fondation puisqu'elle nous léguait le bien. Il y avait beaucoup trop de questions. Cela signifie que, chronologiquement, je pense qu'on devrait continuer avec ce qu'on a décidé en 2006, accepter ce crédit de Fr. 75'000.00 pour faire un concours avec un bloc de gymnastique, basket ou sportif, accepter la proposition de Monsieur Sébastien Jeanbourquin en connectant la nouvelle halle à l'ancienne par un tube ou autre, utiliser une infrastructure commune pour le chauffage, les sanitaires, voire la cuisine, ce qui permettrait également de louer autant le nouveau que l'ancien bâtiment beaucoup plus facilement. Je vous suggère

de faire preuve d'optimisme, de positivisme, d'aller de l'avant et d'accepter ces Fr. 75'000.00 qui seront très indicatifs pour pouvoir avoir le concours de quelques architectes sur le projet dont on a besoin.

Monsieur Blaise Willemin : j'aimerais bien préciser une chose, c'est que nous ne sommes pas contre une nouvelle halle, surtout pas. Mais nous aimerions bien vous rendre attentifs au fait qu'on se retrouve dans la même situation qu'avant. Tout le monde dit qu'il faut maintenant aller vite, qu'il y a une question de délais pour les subsides, mais justement, le problème c'est qu'en voulant aller trop vite, on risque de se retrouver dans la même situation qu'avant et qu'un référendum va peut-être être lancé. Pourquoi faire un concours ? Il y a aussi la possibilité de faire un appel d'offres en disant ce qu'on veut. Je n'aimerais pas que cela soit mal interprété, on n'est pas contre la halle. Ce qui nous fait peur, c'est que ça soit de nouveau refusé devant le peuple en votation et qu'on ait de nouveau perdu deux ou trois ans.

Monsieur Gilles Cattin : au sujet de l'étude faite pour l'ancien bâtiment de la halle, y a-t-il des chiffres qui sont ressortis concernant les coûts d'une rénovation en salle culturelle ?

Monsieur Joris Wohlhauser : on n'avait pas demandé l'étude d'une réaffectation de la halle. On avait demandé l'assainissement de l'enveloppe extérieure, de l'isolation pour limiter la consommation de mazout. Inévitablement, les charges du bâtiment seraient réduites si on avait une consommation de mazout plus faible puisqu'actuellement, on consomme environ 15'000 litres par an.

Madame Josiane Moser : une chose très importante, c'est qu'il y a une infiltration qui se passe dans la façade Ouest, sauf erreur, pour laquelle il faut faire un drainage et c'est vraiment urgent. Par capillarité, il y a tout le mur qui est humide. C'est vraiment le plus urgent. Cette étude a été réalisée, parce qu'il fallait vraiment qu'on sache ce que valait cette halle. Elle a un fond d'amiante qui est collé, si on ne la touche pas, ça n'engendre pas de risque.

Monsieur Gilles Cattin : dans les travaux de la Commission, on n'a pas beaucoup parlé argent, mais ce soir, vous avez assisté au budget 2010 et vous voyez que les finances de la Commune ne sont pas forcément dans les chiffres noirs, ça dure depuis quelques années. Sans entrer dans le détail, est-ce que vous pensez réellement que la Commune des Bois a les moyens d'assumer la charge d'un bâtiment existant et d'une nouvelle halle sportive ?

Madame Nancy Braendle : étant Conseillère communale, je peux dire très honnêtement que non, la Commune n'aura pas les moyens d'assumer deux bâtiments. Vu la situation financière dans laquelle on se trouve, un bâtiment sera déjà un lourd investissement qui est certainement jugé nécessaire. Mais il ne faut pas rêver, il n'est pas possible d'assumer deux bâtiments. Si la Commune fait don d'un bâtiment, il ne faudra pas s'attendre à ce que la Commune participe au financement de la rénovation et des charges de ce bâtiment. Cela ne sera pas possible, à moins d'augmenter les impôts en conséquence.

Monsieur Alain Chappatte : un jour, il faut prendre une décision. Vous avez mandaté une Commission, ça fait depuis le départ que j'en fais partie. On avait fait une première proposition, il y a eu un référendum, des gens n'étaient pas d'accord. On a demandé aux référendaires de nommer deux personnes au sein de la Commission afin qu'ils soient majoritairement présents puisqu'apparemment, ils avaient de meilleures idées. Aujourd'hui, on ne sait pas où sont ces gens et pourtant, ils ont fait pression pour changer. Peut-être qu'ils avaient raison, c'était un choix. Ils avaient de bons arguments pour les citoyens. Mais à un moment donné, il faut qu'on prenne une décision. Si on ne peut pas accepter que ça soit la Commission qui la donne, c'est à vous de le faire. Monsieur Gilles Cattin demande si les membres de la Commission estiment que la Commune peut assumer



deux bâtiments, ce n'est pas à nous de répondre. On nous a mandatés pour trouver une solution, on ne nous a pas octroyé Fr. 1'500'000.00 pour faire quelque chose. Il faut peut-être revoir le cahier des charges de départ pour qu'il soit plus ciblé, juste. Je suis tout à fait d'accord et certain qu'il faut savoir où on va. J'avais une position encore beaucoup plus tranchante. Pour moi, c'est simple, le besoin sportif est là. Pour ce qui est du besoin culturel, on a loué la halle neuf fois. Si on ne trouve pas un autre moyen d'avoir de la culture dans le village, pour moi, il ne faut laisser qu'une halle sportive et on va faire la culture ailleurs. C'est mon point de vue qui n'engage que moi. Comme cela, nous n'aurons plus qu'un bâtiment à charge de la Commune. A un moment donné, il faut se positionner et faire un cahier des charges clair afin que personne ne soit déçu, mobiliser la population pour savoir ce qu'elle veut. Je pense que vous avez été élus pour représenter le peuple et que vous êtes à son image. C'est donc aussi à vous de nous donner un cahier des charges qui soit conforme. Après, on vous proposera quelque chose. Je peux vous dire qu'à un moment donné, ça commence à venir long. A ce rythme-là, on va finir dans 15 ou 16 ans. Il y aura peut-être d'autres données qui viendront et ça sera dommage. On est déjà passé à côté de certaines choses, on va peut-être passer à côté d'autres. Je suis d'accord avec vous, il faut savoir ce qu'on veut faire et qu'on soit d'accord là-dessus dès le départ.

Monsieur Pierre Stauffer : je reviens à ce mandat de départ. En 2006, le Conseil général a dit qu'il voulait une halle de sport et donner la halle existante à une fondation. Maintenant, il faut voir si on veut donner ce bâtiment à une fondation ou qu'il soit repris par la Commune. J'estime qu'on avait admis qu'on construisait une halle de sport et qu'on gardait cette halle existante, sous la forme d'une société, fondation ou reprise par la Commune. Je crois qu'on construit une halle de sport et ensuite, on parle de cette option qu'on avait prise en 2006 de rénover l'ancienne halle et d'en faire un petit bijou pour servir la fanfare, le théâtre, les besoins scolaires, culturels, mais aussi pour pouvoir la louer pour des mariages, anniversaires, etc. Moi, je vois la complémentarité entre ces deux bâtiments. Je crois qu'il faut quand même avoir un petit peu d'ambition et ne pas être trop frileux. Le Conseil donne sa position et dit qu'on ne pourra pas assumer, mais je n'en suis pas sûr. Si on dit qu'on réfectionne cet ancien bâtiment pour Fr. 600'000.00 ou Fr. 800'000.00 en réfection douce, quitte à différer les investissements dans le temps, comment le Conseil communal peut affirmer qu'on n'arrivera pas à assumer ces deux bâtiments ? Cette affirmation m'étonne quand même. On doit rester sur cette idée de 2006 et ne pas, à chaque fois, remettre en question nos positions. Depuis 2006, les Conseillers généraux ont quelque peu changé, mais ayons un petit peu d'ambition et donnons confiance à cette Commission pour aller de l'avant en gardant ces deux bâtiments.

Monsieur Marcel Barthoulot : concernant la votation des Fr. 37'200.00, cette somme comprenait quoi ? L'a-t-on déjà dépensée ? Est-ce que ce soir, on peut, en plus du tract anda numéro 6, dire à la Commission ce que veut le Conseil général si on accepte d'octroyer ces Fr. 75'000.00, ajouter toutes ces petites questions posées ce soir auxquelles on n'a pas répondu. On a posé simplement des questions et on n'y a pas répondu. Je pense qu'il faudrait répondre à ces questions posées, de cette façon, on arriverait à avancer.

Madame Eveline Hoffmeyer : la somme de Fr. 37'200.00 comprenait l'organisation du concours jusqu'au choix du bureau d'architecture choisi. Cela signifie que ce montant représentait toute la préparation du concours. Ensuite, il y avait Fr. 65'000.00 qui étaient prévus pour les prix des trois premiers lauréats. Maintenant, il y a eu une indexation de 6 % par rapport au prix de départ, c'est pour cette raison qu'on arrive à Fr. 110'000.00. La somme de Fr. 37'200.00 n'a pas encore été utilisée.

Monsieur Joris Wohlhauser : cet argent n'a pas encore été utilisé car le terrain n'était pas propriété de la Commune. Lorsque l'architecte s'est aperçu que le terrain ne nous appartenait pas encore, il a dit qu'on ne pouvait pas faire une mise au concours si on ne sait pas sur quel terrain les architectes doivent se baser pour leur projet. On voulait donc éviter de travailler dans le vide.

Monsieur Marcel Barthoulot : je regrette, j'ai posé une question concernant le cahier des charges. Est-ce que ce soir, on peut donner à la Commission un cahier des charges en disant qu'un concours sera fait avec ces Fr. 75'000.00 ? Est-ce que c'est à nous Conseillers généraux de dire ce que l'on veut ou est-ce à la Commission de revenir lors d'un Conseil général ? On se pose ces questions, mais personne ne nous répond. On est autour de cette table et on a toujours ces fameuses questions pour lesquelles on n'a pas la réponse. Alors, posons-les et répondons.

Monsieur le Président, Yann Chappatte : c'est volontairement que je n'y ai pas répondu, je n'ai pas que la question de Monsieur Barthoulot qui est pendante. J'ai également celle de Monsieur Sébastien Jeanbourquin par rapport à la combinaison d'énergie, une autre émanant de Madame Marianne Guillaume concernant la possibilité d'étendre le crédit et celle de Monsieur Marcel Barthoulot relative à l'affinement de la demande faite à la Commission. Evidemment, on peut tout faire, simplement il faudra être suffisamment clair par rapport à l'objet formulé ce soir. Par contre, j'espère que l'enregistreur fonctionne, que la Secrétaire fasse son travail correctement dans le cadre du procès-verbal, comme elle l'a fait à chaque fois, que la Commission note et entende toutes ces remarques. Lorsqu'on aura terminé le débat de fond, on soumettra les propositions faites. Je solliciterai les personnes qui ont soumis des propositions pour savoir si ce sont des propositions fermes et sur quel objet elle porte. Quand j'aurai réuni toutes ces informations, on décidera effectivement les propositions qu'on pourra soumettre au vote. Pour l'instant, effectivement, je ne souhaite pas encore formuler de phrase puisque le débat est toujours ouvert et que je ne veux pas les reformuler six fois.

Monsieur Marcel Barthoulot : avant de passer au vote, je demande une suspension de séance afin qu'on puisse discuter au sein des partis.

Monsieur le Président, Yann Chappatte : de toute façon, j'allais en faire une pour pouvoir formuler correctement les objets soumis au vote et ensuite vous permettre de vous consulter.

Monsieur François Huguenin : effectivement, le sujet de l'ancienne halle revient toujours. Je rappelle tout de même que la question avait été posée à la population et, sauf erreur, elle était pour garder cette vieille halle. Est-ce que je me trompe ? Ce soir, j'ai l'impression qu'on va l'abandonner et que la Commune l'aura sur les bras. Comme l'a dit ma collègue, on n'a pas les moyens d'avoir deux halles.

Monsieur Germain Jobin : j'aimerais avoir le préavis du Conseil communal ; d'habitude, on l'a toujours.

Monsieur Pierre-Yves Dubois : ce n'est pas une position du Conseil communal, mais une position personnelle. Il se trouve que je n'ai pas assisté à toute la gestation de la problématique, mais il me semble qu'il y a une piste qui devrait quand même être explorée : est-ce qu'on ne peut pas remettre non seulement ce bâtiment en état sur le plan de l'enveloppe extérieure, mais également le remettre en état pour correspondre aux normes actuelles et qu'on puisse y faire de la gymnastique dans de bonnes conditions, y organiser des fêtes avec un équipement de cuisine, théâtre, etc. Il me semble qu'on n'en a pas parlé.

Monsieur Daniel Kurz, Maire : le Conseil communal n'a pas de préavis à donner. C'est vrai qu'on attendait un peu la discussion de ce soir parce qu'il nous manquait quelques informations. On est dans le même cas que vous, on se pose les mêmes questions et on n'a pas de préavis à donner.

Monsieur le Président, Yann Chappatte : Monsieur Marcel Barthoulot demande la parole pour la 4<sup>ème</sup> fois. Cependant, comme il est revenu sur un thème pour lequel il n'avait pas obtenu de réponse, la parole lui est donnée une dernière fois.

Monsieur Marcel Barthoulot : tout d'abord, je demande qu'on permette aux gens de s'exprimer plus que trois fois. Cela arrangerait bien tout le monde dans un débat comme celui-ci. Maintenant, je me pose une question : il y a beaucoup de gens qui nous demandent pourquoi on ne fait pas un agrandissement de la halle actuelle en demandant combien cela coûterait. Beaucoup de gens nous posent cette question et je pense que l'intervention de Monsieur Dubois allait dans ce sens. Si on rénove et agrandit la halle, est-ce que ça coûtera plus cher que deux bâtiments ? Ces questions-là, on se les pose aussi et je vous la pose maintenant. Si on avait ces chiffres en mains, peut-être qu'on pourrait dire non, on part dans une nouvelle construction.

Au vote, la majorité des Conseillers généraux accepte que la parole puisse être prise plus de trois fois.

Monsieur Blaise Willemin : ce que dit Monsieur Barthoulot, c'est exactement ce qu'on a dit jusqu'à maintenant. Le problème, c'est qu'on met la charrue devant les bœufs. Avant de venir devant le Conseil général pour le concours d'architectes, à notre avis, la Commission aurait dû venir en nous indiquant le budget dont on aurait besoin pour faire une étude plus précise pour deux ou trois possibilités. A ce moment-là, on prenait une décision définitive sur un projet et ensuite, on lançait le concours d'architecture.

Madame Nancy Braendle : c'est une demande que j'avais faite au sein de la Commission. Comme je suis nouvelle dans cette Commission, j'essaie de galoper derrière ! Ma proposition a été refusée car il semblerait que ce n'était pas le mandat qui avait été donné à la Commission. En mon nom personnel, je suis d'accord avec Monsieur Willemin car je pense qu'avec la solution actuelle, on va au casse-pipe : on le voit ce soir. J'avais demandé qu'on chiffre les variantes, déduction faite des subventions puisque même pour la rénovation de l'ancienne halle on aurait droit à des subventions.

Madame Dominique Cattin : je désire simplement confirmer ce que Madame Braendle a dit : c'est bien le Conseil général qui a voté cette solution en disant à l'époque qu'on voulait faire une halle et donner à une fondation l'ancien bâtiment pour Fr. 1.00 symbolique. La Commission est partie avec ce qu'on lui a demandé de faire.

Monsieur Alain Chappatte : j'aimerais juste lire, par rapport à la question de Madame Braendle, la décision du 10 octobre 2005 : «Nomination d'une nouvelle Commission de la halle suite au rejet du crédit de Fr. 230'000.00 destiné à l'étude d'un projet de nouvelle halle. La Commission comporte huit membres : un représentant pour la Liste libre, Monsieur Denis Chappatte, un représentant pour le PCSI, Monsieur Olivier Boichat, un représentant pour le PDC, Monsieur Gabriel Cattin, un représentant pour le PLR, Monsieur Joris Wohlhauser, une représentante de l'autorité scolaire, Madame Sabine Egger, un représentant du comité référendaire, personne !, une représentante du Conseil communal, Madame Dominique Boillat, un représentant des sociétés locales, moi-même. Mandat : définir ce qui doit impérativement être à disposition des écoles et établir la liste des vœux des différents utilisateurs de la halle. Sur la base des documents de l'ancienne Commission,

établir de façon sommaire les coûts de rénovation du bâtiment actuel avec agrandissement éventuel, de rénovation du bâtiment actuel avec la construction d'un nouveau bâtiment, de construction d'un nouveau bâtiment et déconstruction du bâtiment actuel, de la vente ou de la donation du bâtiment actuel avec la construction d'un nouveau bâtiment y compris les subventions qui pourraient être allouées. Définir les coûts financiers de fonctionnement des quatre options étudiées. Définir avec l'aide du Canton, le type de procédure qui devra être appliqué aux quatre options étudiées. Répondre aux différents points du mandat jusqu'à fin décembre 2006.». Je vous rappelle que nous étions venus et vous avons dit que chaque option devait être étudiée, cela avec un coût. Ce ne sont pas Fr. 110'000.00 ou Fr. 230'000.00 qu'on vous demanderait, mais Fr. 500'000.00. Je pense que personne ne souhaite cela.

Monsieur Denis Mertenat : si on part sur un projet de halle uniquement sportive et que rien n'aboutit avec l'ancien bâtiment, n'aurons-nous pas des regrets de ne plus avoir de salle pour les manifestations culturelles ?

Monsieur le Président, Yann Chappatte : personne ne désirant encore s'exprimer, je considère le débat comme clos. Je désire clarifier les demandes formulées. Concernant la demande de Monsieur Sébastien Jeanbourquin, il s'agit de combiner les énergies et un certain nombre d'installations, notamment en termes de chauffage, sanitaires, etc. S'agit-il d'une demande ferme ou d'un souhait dont la Commission devra tenir compte ?

Monsieur Sébastien Jeanbourquin : c'est une demande ferme pour modifier l'ordre du jour en complétant l'intitulé en ajoutant : «En outre, les projets soumis au jury devront combiner au mieux les installations de production d'énergie, sanitaires et de cuisines des deux bâtiments afin de limiter au maximum les coûts de construction et les frais d'exploitation.».

Monsieur le Président, Yann Chappatte : la deuxième intervention a été faite par Madame Marianne Guillaume qui demandait que le crédit d'étude soit un peu plus large et qu'on étende la demande, avec toutes les incidences que cela pourrait avoir. Puis-je avoir des précisions à ce sujet et s'agit-il d'une demande ferme ?

Madame Marianne Guillaume : on pourrait demander un crédit pour le concours d'architectes et inclure l'étude de la rénovation de l'ancien bâtiment. C'est difficile car nous n'avons pas de chiffre. C'est une demande ferme de changer le libellé par rapport à une extension du projet. Je vais réfléchir à la façon de soumettre mon idée.

Monsieur Joris Wohlhauser : on a simplement repris ce qui a été voté le 2 juillet 2007 et c'est le prolongement des Fr. 37'200.00.

Monsieur le Président, Yann Chappatte : la troisième demande émane de Monsieur Marcel Barthoulot qui avait une revendication pour qu'on définisse plus clairement les intentions en faveur de la Commission. S'agit-il de souhaits qui doivent être liés clairement à l'objet soumis au vote ou non ?

Monsieur Marcel Barthoulot : j'estime que ça devient trop conséquent. Il y a déjà les deux autres propositions. Mais je souhaite que la Commission étudie toutes ces questions qui ont été posées ce soir et qu'avant le lancement du projet, on rediscute, pas forcément au Conseil général, mais je ne sais pas comment, au niveau des partis et qu'on revoie le problème pour qu'on aille au plus juste. Je souhaite qu'on réponde à ces questions qu'on a posées ce soir pour lesquelles on n'a pas de réponse.

Monsieur le Président, Yann Chappatte : je prends donc note qu'il ne s'agit pas d'une proposition ferme, mais un souhait que la Commission prenne note des remarques formulées ce soir. Les membres de la Commission auront l'occasion d'intervenir soit dans les partis, soit lors d'une prochaine séance du Conseil général. Je propose une interruption

de séance de 5 minutes afin que Madame Marianne Guillaume puisse libeller sa proposition. Je réunis le bureau du Conseil général en compagnie de Madame Marianne Guillaume et Monsieur Sébastien Jeanbourquin afin qu'on puisse formuler des propositions claires de sujets à voter.

Suspension des débats.

Reprise des débats.

Monsieur le Président, Yann Chappatte : Madame Marianne Guillaume souhaite retirer sa demande parce qu'elle ne s'intègre pas forcément dans la demande de crédit. Néanmoins, le Conseil communal et la Commission sont priés de prendre note de la demande suivante : lors d'un prochain Conseil général, la Commission devra venir demander un crédit d'étude pour les possibilités de rénovation et transformation du bâtiment existant. Aujourd'hui, une étude a été faite pour l'enveloppe extérieure, mais pas pour l'intérieur. C'est donc le souhait de Madame Guillaume. Il ne s'agit donc plus d'une proposition ferme. D'après mes informations, l'étude de l'enveloppe extérieure a coûté Fr. 17'000.00, pour l'intérieur elle coûtera certainement un petit peu plus cher, peut-être Fr. 20'000.00 à Fr. 25'000.00. A l'époque, il y avait une offre à Fr. 22'000.00, mais c'est prématuré d'en parler pour l'instant.

Tout d'abord, la proposition de l'objet de l'ordre du jour sera soumise au vote en opposition avec la proposition de Monsieur Sébastien Jeanbourquin. Ensuite, il s'agira d'accepter ou non la demande de crédit.

Au vote, la variante de l'intitulé de l'ordre du jour n'obtient aucune voix et la proposition de Monsieur Sébastien Jeanbourquin en obtient 11.

Le point 6 de l'ordre du jour modifié comme suit est donc soumis au vote : «Discuter et approuver un crédit de Fr. 75'000.00 destiné à financer l'organisation, ainsi qu'à récompenser (et mandater) le lauréat d'un concours d'architectes en vue de la construction d'une nouvelle halle sportive aux Bois, ainsi que son financement. En outre, les projets soumis au jury devront combiner au mieux les installations de production d'énergie, sanitaires et de cuisines des deux bâtiments afin de limiter au maximum les coûts de construction et les frais d'exploitation.».

Au vote, le point 6 de l'ordre du jour modifié est accepté par 8 voix contre 1.

7. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire déposée par Mme et M. Berisha Antigone, Bajram, leurs enfants Albin, Lorik et Artan, et fixer la finance d'admission
--

Débat d'entrée en matière.

Monsieur Michäel Clémence : comme indiqué dans le rapport que vous avez reçu, le Canton justifie que la famille Berisha remplit toutes les conditions pour être naturalisée. Le Conseil communal vous propose donc d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Débat de fond.

Monsieur Michäel Clémence : Madame et Monsieur Berisha sont nés dans l'ancienne république de Yougoslavie en 1979, respectivement en 1970. Ils résident en Suisse depuis 2000, respectivement depuis 1992. La famille est arrivée aux Bois le 1<sup>er</sup> avril 2007.

Madame Berisha est mère au foyer et s'occupe de ses 3 enfants nés en Suisse, Albin 6 ans, Lorik 3 ans et Artan 6 mois, alors que M. Berisha travaille comme infirmier à l'hôpital de La Chaux-de-Fonds. Madame et Monsieur Berisha jouissent d'une bonne réputation et n'ont jamais été condamnés, ni entendus par la police. Suite à l'audition de la famille Berisha par le Service de la population, le Canton du Jura considère que cette famille remplit toutes les conditions pour obtenir la nationalité suisse. Conformément à la pratique, l'émolument communal perçu se limitera au remboursement des frais administratifs qui sont estimés à Fr. 150.00. Le Conseil communal est favorable à cette demande de naturalisation et vous recommande de l'accepter.

Personne ne désire s'exprimer.

Au vote, la naturalisation de la famille Berisha est acceptée à une majorité évidente, sans avis contraire.

Monsieur le Président, Yann Chappatte : je vous remercie d'avoir accueilli cette famille et de lui avoir offert la nationalité suisse.

8. Statuer sur la demande de naturalisation ordinaire déposée par M. Gillet Romain et fixer la finance d'admission
--

Débat d'entrée en matière.

Monsieur Michäel Clémence : comme indiqué dans le rapport que vous avez reçu, le Canton justifie que Monsieur Romain Gillet remplit toutes les conditions pour être naturalisé. Le Conseil communal vous propose donc d'accepter l'entrée en matière.

Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est considérée comme acceptée.

Débat de fond.

Monsieur Michäel Clémence : Monsieur Gillet est né à Belfort en France en 1980. Il réside en Suisse et aux Bois depuis 1985. Il a suivi toute sa scolarité à l'école des Bois. Ensuite, Monsieur Gillet a suivi une formation au Technicum du Locle comme horloger-rhabilleur. Comme l'horlogerie est une véritable passion, il continua sa formation dans ce domaine et a obtenu le titre de technicien en construction horlogère. Monsieur Gillet jouit d'une bonne réputation et n'a jamais été condamné, ni entendu par la police. Suite à l'audition de Monsieur Gillet par le Service de la population, le Canton du Jura considère qu'il remplit toutes les conditions pour qu'il obtienne la nationalité suisse. Conformément à la pratique, l'émolument communal perçu se limitera au remboursement des frais administratifs qui sont estimés à Fr. 150.00. Le Conseil communal est favorable à cette demande de naturalisation et vous recommande de l'accepter.

Personne ne désire s'exprimer.

Au vote, la naturalisation de Monsieur Gillet est acceptée à une majorité évidente, sans avis contraire.

Monsieur le Président, Yann Chappatte : je vous remercie également d'avoir accepté la naturalisation de Monsieur Romain Gillet.

9. Election d'un membre à la Commission de vérification des comptes
---

Aucune proposition n'est faite.

Monsieur le Président, Yann Chappatte : je déplore que la Commission soit toujours incomplète.

10. a) Election du Président du Conseil général  
b) Election du premier Vice-président du Conseil général  
c) Election du second Vice-président du Conseil général  
d) Election de deux scrutateurs

a) Election du Président du Conseil général

Monsieur Pierre Stauffer : le groupement Liste libre présente la personne qui était premier Vice-président cette année, c'est-à-dire Monsieur Jean-Maurice Jobin. Il est Conseiller général depuis la première législature, soit de 2001 à 2004. Il a été déjà à deux reprises Président du Conseil général, soit en 2004 et 2005, sauf erreur.

Au vote, Monsieur Jean-Maurice Jobin est élu Président par 19 voix, sans avis contraire.

b) Election du premier Vice-président du Conseil général

Monsieur Marcel Barthoulot : le groupe PDC propose Monsieur Gilles Cattin.

Au vote, Monsieur Gilles Cattin est élu premier Vice-président par 19 voix, sans avis contraire.

c) Election du second Vice-président du Conseil général

Monsieur Thierry Bilat : le PCSI propose Monsieur Robert Claude.

Au vote, Monsieur Robert Claude est élu second Vice-président par 19 voix, sans avis contraire.

d) Election de deux scrutateurs

Monsieur Pierre Stauffer : le groupement Liste libre présente une candidature féminine, Madame Josiane Moser.

Monsieur Thierry Bilat : le PCSI propose Monsieur François Froidevaux.

Au vote, Madame Josiane Moser et Monsieur François Froidevaux sont élus scrutateurs par 18 voix, sans avis contraire.

Monsieur le Maire, Daniel Kurz : nous avons passé une année très chargée. Ce fut néanmoins un plaisir de travailler avec les Conseillers généraux. Je pense que le Conseil général a quand même été une bonne chose pour la Commune. Je souhaite que l'on puisse continuer dans ce sens-là. La Commune vous offre un petit apéritif. Nous vous souhaitons à tous de bonnes fêtes de fin d'année et une excellente année 2010.

Monsieur Yann Chappatte : bilan d'une année de présidence ! Voilà, une nouvelle fois, 12 mois d'écoulés. 12 mois que j'ai eu le plaisir de passer en tant que Président de notre Conseil général et ce, pour la seconde fois. 12 mois au cours desquels nous avons vécu des déceptions et, fort heureusement, des satisfactions. Tout d'abord dans les points négatifs, le climat malsain et regrettable vécu par notre Commune pendant de trop nombreux mois, les

séances multiples pour tenter de dénouer cette situation, séances qui auraient assurément été plus utiles à faire d'autres choses, notre échec à trouver en une année un membre à la Commission de vérification des comptes communaux, la situation figée vécue avec le projet Franck Muller, les actes stupides, gratuits et débiles de déprédation réalisés dans notre village par quelques crétins. Les points positifs : le rejet de la loi pour la gestion des eaux pour laquelle notre Commune a lancé conjointement un référendum, le jumelage avec Charvensod et l'accueil fantastique réservé par nos amis du Val d'Aoste, le repas des aînés du week-end passé où j'ai vu la joie intense vécue par nos concitoyens à cette réunion, la réunion des bureaux des Conseils généraux du Jura et Jura bernois qui avait pour thème l'eau et l'éolien, deux biens qui comptent et qui compteront toujours plus, l'un parce qu'il est et deviendra malheureusement de plus en plus un bien inaccessible pour certains et l'autre car il est source d'espoir dans le développement d'énergie inépuisable et propre, l'avancement certes à petits pas, mais avancement quand même pour le dossier de la halle sportive, l'aboutissement prochain du nouveau plan d'aménagement local qui nous ouvrira des perspectives pour le développement de la Commune, la présentation prochaine au Conseil général du nouveau règlement de subventionnement des logements qui sera novateur et un engagement fort en faveur de notre environnement, l'acceptation de l'extension du Centre de loisirs au travers de son projet Saturne 3, un autre projet novateur qui contribuera assurément à poursuivre le développement touristique de notre superbe région, tout en offrant à nous tous des prestations que l'on devait aller chercher ailleurs. Voici un bref état de situation de l'année telle que je l'ai vécue et ressentie. Espérons que l'année prochaine sera plus faste pour notre Commune. J'ai confiance dans le renouveau au sein de notre Conseil communal, confiance dans notre Conseil général et confiance en nos citoyens. Chers collègues, chers amis, chers concitoyens, je vous adresse mes meilleurs vœux de santé et de belles fêtes de fin d'année à vous, ainsi qu'à vos familles. Avec mes vifs remerciements pour votre confiance et votre amitié.

Monsieur Jean-Maurice Jobin : tout d'abord, je vous remercie de la confiance que vous m'avez témoignée ce soir. J'espère que j'en serai digne l'année prochaine. Pour les plus anciens d'entre nous, vous vous souvenez peut-être que j'avais présidé les séances 14 à 18, selon les rapports du Conseil général. On a ce soir le rapport 38, je vais donc présider 39-45. Alors, j'espère qu'on pourra pendant cette période 39-45 enterrer la hache de guerre et que je ne serai pas obligé de vous lancer l'appel du 18 juin cher au Général de Gaulle ! Si j'ai pris la parole, c'est également pour remercier notre Président qui a assumé sa tâche durant l'année écoulée et lui remettre en votre nom à tous un petit présent qui pourra garnir sa cave. Je vous souhaite à tous de bonnes fêtes de fin d'année.

La séance est levée à 22 h 45.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :

